DONALD TRUMP ET L'AMÉRIQUE LATINE : UNE DIPLOMATIE DU RAPPORT DE FORCE

PAR
Christophe VENTURA
Directeur de recherche à l'IRIS

NOTE D'ACTUALITÉ - JANVIER 2025

Note d'actualité réalisée par l'IRIS pour le compte de l'Agence française de développement.

Les analyses et conclusions de cette note sont formulées sous la responsabilité de leurs auteurs. Elles ne reflètent pas nécessairement le point de vue de l'Agence française de développement.

Le 20 janvier 2025, Donald Trump a entamé son second mandat à la tête de la première puissance mondiale, après celui effectué entre 2016 à 2020. Quelques jours auparavant, le 10 janvier, hasard des calendriers, Nicolas Maduro – contre lequel le président républicain avait prôné, sans succès, la mise en œuvre d'une stratégie dite de la « pression maximale » pour l'écarter du pouvoir entre 2017 et 2020 – a lui été investi pour son troisième mandat à la tête du Venezuela, après une élection contestée tenue le 28 juillet 2024[1].

Quelle sera la politique du 47e président des États-Unis en Amérique latine ? À travers un rappel du bilan de ses principales actions réalisées dans la région au cours de son premier mandat et une présentation des équipes chargées des relations avec elle dans sa nouvelle administration, cette note identifiera les priorités latino-américaines de Donald Trump et montrera dans quelle mesure elles s'inscrivent dans son projet de politique étrangère global résumé dans son slogan l'« Amérique d'abord ». Ce projet contient plusieurs objectifs liés : préserver partout la suprématie mondiale des États-Unis face à la Chine, consolider (dans certains secteurs reconstitués) les capacités et l'autonomie productives, énergétiques et technologiques du pays, libérer Washington de ses engagements géopolitiques jugés secondaires (comme l'Ukraine), soumettre chaque politique d'alliance ou de confrontation stratégiques avec les autres pays (amis et adversaires, indifféremment de leur statut) à la bonne réalisation de ces orientations.

Dans ce contexte, plusieurs sujets composeront la feuille de route de la nouvelle administration Trump sur le sous-continent latino-américain. Deux sont directement liés à des questions de politiques intérieures étatsuniennes : les migrations et le narcotrafic. Deux autres touchent à la fois aux questions de politique intérieure et de politique étrangère : le commerce (notamment avec le Mexique) et la Chine. Enfin, la question des relations aux gouvernements latino-américains récalcitrants (Cuba, Nicaragua, Venezuela) et des alliances affinitaires avec les droites régionales fera partie de ce plan d'action.

D'UN MANDAT À L'AUTRE : CONTINUITÉ ET RADICALISATION

Contrairement à son prédécesseur démocrate Joe Biden, Donald Trump n'a jamais développé d'intérêt particulier pour l'Amérique latine dans son parcours personnel et politique. Durant son premier mandat, il ne s'est rendu qu'une fois dans la région, en Argentine, à l'occasion d'une réunion du G20 en 2018. Comme candidat à la présidentielle face à Hillary Clinton en 2016, il avait accepté l'invitation de l'ancien président mexicain Enrique Pena Nieto pour une visite éclair à Mexico.

Son premier mandat a donné lieu :

[1] Lire Christophe Ventura, « Au Venezuela, une crise sans fin », *Le Monde diplomatique*, octobre 2024, https://www.monde-diplomatique.fr/2024/10/VENTURA/67650

- à la renégociation de l'Accord de libre-échange nord-américain (Alena), devenu depuis 2020 l'Accord États-Unis–Mexique-Canada (AEUMC, USMCA en anglais). Dépouillée de ses références au « libre-échange » et à « l'Amérique du Nord » (au profit du nom des États nationaux), cette nouvelle version du traité renforce les marges de manœuvre des États membres pour appliquer leur politique commerciale ou régler leurs différends commerciaux et préserve les protections douanières américaines (acier, minerais). Sa prochaine révision doit intervenir en 2026 et fera partie des priorités de Donald Trump. Il sera décidé lors de cette échéance si l'accord est prolongé de seize nouvelles années au-delà de 2036 (date de son terme actuel prévu), ou non.

- au lancement inachevé (entravé par la justice, stoppé puis partiellement relancé par Joe Biden en Arizona ou au Texas) de la construction d'un mur frontalier avec le Mexique,

- à la sévère réduction de l'aide financière des États-Unis aux pays du « Triangle Nord » (El Salvador, Guatemala, Honduras) – notamment de l'Agence américaine pour le développement international (Usaid) – pour les sanctionner vis-à-vis de leur politique migratoire et anticriminalité insatisfaisante du point de vue de Washington,

- à la mise en place d'une politique de sanctions renforcées contre Cuba (application du titre III de la loi Helms Burton permettant à la justice américaine de sanctionner des entreprises étrangères ayant des activités ou des investissements à Cuba, inscription du pays sur la liste des pays soutenant le terrorisme, le Nicaragua (sanctions contre les dirigeants du gouvernement de Daniel Ortega) et le Venezuela (politique de la « *pression maximale* », exclusion du pays du marché énergétique mondial, soutien au président par intérim Juan Guaido, etc.).

Parmi les membres de la nouvelle équipe du président dont les responsabilités concerneront, d'une manière ou d'une autre, l'Amérique latine, nombreux sont ceux qui ont été associés aux politiques de son premier mandat. Tous sont les tenants d'une « ligne dure » sur plusieurs sujets : Chine, protectionnisme, « tolérance zéro » en matière d'immigration, Cuba, Nicaragua, Venezuela.

Marco Rubio est nommé secrétaire d'État. Le sénateur cubano-américain de Floride (élu depuis 2010), membre des commissions des Affaires étrangères et du Renseignement de la Chambre basse, et ancien adversaire de Donald Trump en 2016 lors de primaires du Parti républicain pour la candidature à l'élection présidentielle, est une personnalité influente de la politique latino-américaine des États-Unis depuis une quinzaine d'années. Il est le premier membre de la communauté latino-américaine étatsunienne à accéder à un poste aussi élevé au sein d'un gouvernement. Connu pour ses positions radicales et anti-communistes affirmées, M. Rubio est un « faucon » de la politique néoconservatrice américaine. Il est favorable au maintien et au renforcement de l'embargo contre Cuba où il prône un changement de régime, ainsi qu'à une politique de sanctions accrues contre Managua et

Caracas, dans ce dernier cas sans négociations avec Nicolas Maduro. Il considère le Venezuela comme une « *narco-dictature* » et a reconnu Edmundo Gonzales comme président légitime après le scrutin du 28 juillet 2024.

D'une manière générale, son anti-communisme vise l'ensemble des gouvernements de gauche, quelle que soit leur orientation, dans la région. À de multiples reprises, il a critiqué ceux du Brésil, de la Colombie ou du Chili sur divers sujets : Cuba, Venezuela pour les deux premiers, soutien aux Palestiniens contre le gouvernement israélien pour les trois. Ou du Mexique sur les questions migratoires (il est favorable à la politique d'expulsion massive proposée par Donald Trump), de narcotrafic (il est favorable à l'inscription des cartels sur la liste des organisations terroristes) ou de ses relations avec la Chine (comme Donald Trump, il critique le Mexique pour ses importations de produits chinois réexportés vers les États-Unis *via* l'USMCA et les chaînes de production et de valeur nord-américaines intégrées). Favorable à une nouvelle renégociation de l'accord, le nouveau secrétaire d'État considère que la Chine constitue la principale menace stratégique (géopolitique et économique) des États-Unis en Amérique latine (et en général) et qu'il convient d'en stopper l'avancée. Comme d'autres responsables américains, il dénonce les investissements chinois dans les infrastructures critiques latino-américaines, comme le port de Chancay au Pérou, situé au nord de Lima, inauguré en novembre 2024. C'est au nom de la priorité chinoise qu'il considère pénalisant l'engagement des États-Unis en Ukraine (guerre contre la Russie qu'il considère perdue) et en Europe. Cette implication doit, selon lui, être réduite afin de remobiliser et concentrer les efforts stratégiques américains vers la Chine et la zone indopacifique.

Par ailleurs, M. Rubio plaide également en faveur d'une politique ferme vis-à-vis de l'Iran et en dénonce l'influence grandissante au Venezuela.

Christopher Landau devient secrétaire d'État adjoint. L'ancien ambassadeur des États-Unis au Mexique durant le premier mandat de Donald Trump (2019-2021) a été directement associé à la renégociation de l'ALENA. Ses positions publiques rejoignent celles de Marco Rubio sur de nombreux sujets (Cuba, Venezuela, immigration, crime organisé).

Pour sa part, l'ancien policier Thomas Homan est nommé à la tête du contrôle de l'immigration et des frontières. Le nouveau « Tsar des frontières », selon l'expression médiatique consacrée, fut, lors du premier mandat du président, à la tête du Service de l'immigration et des douanes (*Immigration and Customs Enforcement* - ICE), entre 2017 et 2018. Partisan de la politique « tolérance zéro » en matière migratoire (durant son action au sein du ICE, il avait organisé la séparation controversée de 4 000 enfants migrants de leurs parents placés en détention) et de la relance du programme « Remain in Mexico » (visant à convertir le Mexique en pays tiers sûr pour les États-Unis). Cette personnalité membre du *think tank* conservateur Heritage Foundation et co-auteur de son « Project 2025 » (programme d'action pour le deuxième mandat de Donald Trump) sera chargé de mettre en application la promesse du candidat consistant à réaliser la plus grande opération d'expulsion de migrants illégaux de l'histoire des États-Unis.

Le républicain **Richard Grenell** (proche de Mitt Romney, l'ancien candidat à la présidentielle de 2012 face à Barack Obama) devient l'« *émissaire pour les missions spéciales* » du président. L'ancien ambassadeur de Donald Trump en Allemagne (2018-2020) et directeur par intérim du renseignement national en 2020 se voit attribuer deux premiers dossiers : la Corée du Nord et le Venezuela (certaines sources médiatiques évoquent également l'Iran comme autre dossier possible).

Donald Trump a également désigné **Mauricio Claver-Carone** envoyé spécial du Département d'État pour l'Amérique latine, aux côtés de Marco Rubio. Lui aussi cubano-américain, il fut l'un des artisans du renforcement des sanctions contre La Havane et Caracas lorsqu'il était en charge de l'Amérique latine au sein du Conseil de sécurité nationale (2018-2020) de la Maison-Blanche. M. Claver-Carone a également dirigé la Banque interaméricaine de développement (BID), imposé à la tête de l'institution en 2020 par Donald Trump contre sa tradition qui en réserve la présidence à une personnalité latino-américaine. Il en a été limogé en 2022 suite à une affaire de mœurs. Le nouveau président lui a assigné ses premières priorités dans ses nouvelles fonctions toutes dirigées vers le Mexique : immigration clandestine, contrôle de la frontière, lutte contre le narcotrafic (fentanyl en particulier, responsable de 70 000 overdoses en 2022 aux États-Unis[2]).

Sélectionnées en fonction de leur loyauté au nouveau président et à sa politique générale, ces personnalités agiront aux côtés d'autres membres d'un gouvernement entièrement acquis aux mêmes orientations. Ainsi, **Scott Bessent, nommé secrétaire au Trésor, Howard Lutnick, secrétaire au Commerce, Jamieson Greer, nommé lui représentant au Commerce (en charge des négociations des accords multilatéraux), Kristi Noem, nommée** secrétaire de la Sécurité intérieure (en charge des douanes et des gardes-frontières) **ou l'ancien membre des forces spéciales américaines Mike Waltz,** futur conseiller à la sécurité nationale du président, sont également des partisans d'une ligne dure en matière de lutte contre l'immigration, le narcotrafic, et de relations avec le Mexique (commerciales), Cuba, le Venezuela et la Chine. Kristi Noem évoque une « *invasion* » pour caractériser la situation migratoire à la frontière avec le Mexique. Mike Waltz s'est régulièrement prononcé en faveur d'une mobilisation des forces armées américaines sur le sol mexicain (en lien avec les autorités locales) pour lutter contre les cartels de la drogue, ainsi que pour des sanctions accrues contre Cuba et le Venezuela. Il milite également pour une préparation des forces armées à un conflit possible avec la Chine en Asie-Pacifique.

Pour leur part, Scott Bessent, Howard Lutnick, Jamieson Greer sont favorables aux politiques protectionnistes unilatérales prônées par Donald Trump (droits de douane, limitation de l'accès au marché national pour les produits étrangers, relocalisation industrielle des filières stratégiques). Jamieson Greer fut l'un des négociateurs de la révision de l'ALENA en 2018 et a participé, à la même époque, à l'élaboration des premières mesures de guerre commerciale

[2] « Drug Overdose Deaths: Facts and Figures », National Institute on Drug Abuse, août 2024, https://nida.nih.gov/research-topics/trends-statistics/overdose-death-rates#Fig2

contre Pékin. Howard Lutnick est l'un des promoteurs de la relocalisation de l'industrie automobile (notamment présente au Mexique) sur le territoire américain. Comme Donald Trump, ils considèrent que le Mexique accueille trop d'industries américaines stratégiques qui profitent de conditions salariales et fiscales du pays pour y assembler leurs productions au détriment de la maîtrise des capacités productives et de l'emploi aux États-Unis.

Seule Tulsi Gabbard (ancienne élue démocrate), nommée à la tête des services de renseignement intérieurs, s'inscrit dans le courant anti-interventionniste et a pris des positions contre l'ingérence des États-Unis et les stratégies de changement de régime en Amérique latine ces dernières années (dans le cas du Venezuela notamment).

QUELLES ORIENTATIONS ?

La trajectoire et les positions connues des principaux responsables désignés par le nouveau président pour suivre les relations avec l'Amérique latine constituent une indication de l'orientation que ce dernier souhaite donner à sa politique pour les pays de cette région.

En matière d'immigration – sujet central de la campagne électorale en 2024 –, Donald Trump a promis « *la plus grande opération de déportation* [d'expulsion] *de toute l'histoire américaine* ». Dès son premier jour d'investiture, le chef d'État a signé plusieurs décrets présidentiels (« executive orders ») : déclaration d'un état d'urgence national à la frontière avec le Mexique, renforcement des pouvoirs d'interception des agents de l'immigration, suppression de l'acquisition automatique de la citoyenneté américaine pour les enfants d'immigrés illégaux, Il évoque l'envoi de soldats à la frontière avec le Mexique et son entourage annonce l'organisation d'opérations d'arrestations de clandestins dans les villes américaines.

Lors de son premier mandat, il avait organisé l'expulsion de 1,5 million de personnes (contre 5 millions sous les deux mandats de Barack Obama et 1,5 million sous Joe Biden). Selon les estimations des autorités américaines, 11 millions de personnes (certaines évaluations évoquent plutôt le chiffre de 13 millions) vivent aux États-Unis de manière non légale et plus de huit millions de nouveaux migrants sont arrivés depuis le Mexique entre 2021 et 2024[3].

Parallèlement à cette promesse, le nouveau président prône la relance de la construction du mur avec le Mexique, l'augmentation du nombre des gardes-frontières, la militarisation des politiques migratoires (mobilisation des forces armées sur la frontière, association aux opérations d'interception, etc.), la construction de nouveaux centres de rétention dans de nombreuses villes du pays (pas uniquement à la frontière). Il souhaite remettre en place le programme « Remain in Mexico » qui oblige les demandeurs d'asile arrêtés et renvoyés au Mexique d'y rester le temps de l'examen de leur demande par les autorités américaines. Il souhaite également développer les contrôles d'identité des migrants directement sur les lieux

[3] « Biden's Mixed Immigration Legacy: Border Challenges Overshadowed Modernization Advances », Migration Policy Institute, 10 décembre 2024, https://www.migrationpolicy.org/article/biden-immigration-legacy

de travail dans tout le pays et revoir les règles d'obtention de la nationalité américaine pour les enfants de parents étrangers nés sur le territoire national. Si les estimations restent aléatoires, certaines proposées par des groupes d'experts évoquent un coût de près de 1000 milliards de dollars sur dix ans (près de 90 milliards par an) pour arrêter, juger et expulser un million d'immigrés par an[4].

En matière de lutte contre le narcotrafic et le crime organisé, Donald Trump propose de déployer les forces militaires maritimes pour imposer un embargo naval aux cartels, de mobiliser tous les moyens cybernétiques, ainsi que les forces spéciales américaines, pour affaiblir leurs infrastructures et leurs chaînes de commandement. Dès son investiture, il a annoncé leur inscription sur une liste des « organisations terroristes étrangères » - permettant, de facto et en théorie, une intervention militaire -. Le chef de l'État souhaite imposer aux gouvernements latino-américains concernés une coopération avec Washington autour de ces orientations. La Colombie et le Mexique, gouvernés à gauche, sont particulièrement visés par la radicalisation de cette stratégie de « guerre contre les cartels » prônée par le nouveau locataire de la Maison-Blanche.

Donald Trump « géopolitisera » les enjeux de la politique commerciale des États-Unis. Dans son approche, le président américain considère que la rentabilité, ainsi que la liberté du marché, des échanges et des entreprises ne constituent plus les seules règles de l'économie. Désormais, il convient, selon lui, de soumettre l'activité et les décisions économiques aux impératifs politiques et stratégiques de maintien de la suprématie des États-Unis face à ces rivaux, la Chine en premier lieu. Selon lui, il s'agit d'un impératif absolu, car il considère que la Chine a construit son ascension à travers le libre-échange mondialisé au détriment des États-Unis.

C'est dans cette perspective qu'il menace d'augmenter les droits de douane sur tous les produits chinois, mais également sur ceux provenant d'Amérique latine. Ce faisant, il souhaite imposer à chaque pays les concessions qu'il souhaite obtenir de lui, sur Pékin[5], mais également sur tous les autres sujets (migrations, drogue, coopération, etc.). Il s'agira pour lui de brandir, chaque fois que nécessaire, la possibilité d'une fermeture de l'accès au marché ou au territoire américains lorsqu'un pays n'accèdera pas à ses exigences.

Le Mexique, en raison des questions commerciales, migratoires et de narcotrafic est d'ores et déjà menacé, dès le 20 janvier 2025, d'une augmentation des droits de douane de 25 % sur

[4] Sur ce sujet, lire « Mass Deportation Devastating Costs to America, Its Budget and Economy », American Immigration Council, 2 octobre 2024, « https://www.americanimmigrationcouncil.org/research/mass-deportation?utm_source=pocket_shared

[5] En théorie, cette politique est plus pénalisante pour les pays avec lesquels Washington est en situation de déficit commercial, comme le Mexique. Ce n'est pas le cas avec d'autres, en Amérique du Sud notamment. Ces pays sont moins dépendants du marché américain et disposent de liens commerciaux, financiers et technologiques forts avec la Chine. Washington peut aussi viser chaque État à partir d'une évaluation intégrale de ses relations avec la Chine : niveau de relations commerciales, financières, technologiques, en matière d'infrastructures, mais aussi de participation aux Nouvelles routes de la soie, de reconnaissance de Taiwan, de coopération sécuritaire, etc. Cette approche explique, par exemple, les déclarations de Donald Trump au sujet du canal de Panama évoquant une reprise de contrôle, si nécessaire par la force, du couloir interocéanique si les prix de passage facturés aux bateaux américains ne baissent pas. Panama reconnaît la Chine au détriment de Taiwan depuis 2020 et Donald Trump considère le canal comme une infrastructure stratégique pour les États-Unis. Il dénonce la présence chinoise à plusieurs niveaux : commerciale, financière, politique et stratégique (accusation d'espionnage, de potentiel contrôle du couloir par Pékin en cas de conflit militaire, etc.).

tous les produits qu'il exporte sur le marché américain (plus de 80 % des exportations du pays sont dirigées vers les États-Unis).

D'autres pays pourraient être visés, dans la Caraïbe, si Donald Trump souhaite actionner un moyen de pression supplémentaire pour obtenir d'eux qu'ils accueillent des migrants expulsés des États-Unis. Selon des sources médiatiques, le président et ses équipes auraient élaboré une liste de tels pays comprenant les **Bahamas** (qui ont déjà refusé une telle option), le **Panama**, la **Grenade** et les **îles Turques-et-Caïques**[6].

Enfin, cette même logique pourrait s'inviter dans d'éventuelles renégociations de l'Accord de libre-échange États-Unis-République dominicaine-Amérique centrale[7] (CAFTA-DR) autour des questions migratoires, de criminalité organisée, de coopération sécuritaire, de relations avec la Chine.

RETOUR DE L'AMÉRIQUE LATINE DANS L'ARC DES PRIORITÉS DE WASHINGTON ET CONCLUSION PROVISOIRE

Migrations, questions sécuritaires (narcotrafic, lutte contre le crime organisé), relations avec la Chine constitueront les principaux axes de la politique de la nouvelle administration républicaine ces prochaines années. L'Amérique latine pourrait redevenir une priorité de politique étrangère pour Washington qui entend réaffirmer son leadership continental et mondial. Dans cette région comme ailleurs, Donald Trump entend privilégier une stratégie basée sur le rapport de force avec chaque pays, partenaire ou adversaire, afin d'obtenir, dans une logique transactionnelle, ce qu'il souhaite de lui sur chaque sujet d'intérêt, en fonction des conjonctures et des nécessités contingentes. Dans cette perspective, il dispose de plusieurs leviers : politique commerciale (droits de douane, accès ou fermeture du marché et du territoire américains aux pays latino-américains, renégociation des accords commerciaux bilatéraux et régionaux), menace de rétorsion financière ou politique.

La réponse des pays latino-américains et les choix qu'ils feront - obtempérer ou résister aux pressions du nouveau président américain - préciseront la nature réelle des nouvelles relations entre eux.

[6] « Incoming Trump administration plans to deport some migrants to countries other than their own », NBC News, 5 décembre 2024, https://www.nbcnews.com/investigations/incoming-trump-administration-plans-deport-migrants-countries-rcna182896

[7] Le Costa Rica, le Salvador, le Guatemala, le Honduras et le Nicaragua font partie de cet accord. Ce cadre pourrait également permettre à Washington de renforcer ses sanctions contre le gouvernement de Daniel Ortega au Nicaragua. Le 11 décembre 2024, le Bureau du représentant américain au commerce (USTR, Office of the United States Trade Representative) a lancé une enquête sur les pratiques de Managua en matière de droit du travail, de droits humains et de respect de l'État de droit. Cette initiative pourrait conduire à une suspension du Nicaragua du CAFTA-RD, tandis que les États-Unis restent le premier partenaire commercial du pays. Il conviendra d'observer si Donald Trump poursuivra cette démarche engagée par son prédécesseur Joe Biden.

Quoi qu'il en soit, l'élection de Donald Trump anime les droites latino-américaines qui, à l'instar de Javier Milei en Argentine, de Daniel Noboa en Équateur ou des forces « bolsonaristes » au Brésil envisagent un alignement politique, idéologique, économique et géopolitique avec Washington qui soit bénéfique pour la consolidation de leur pouvoir. Le président argentin, présent le 20 janvier 2025 à Washington, a proposé la signature d'un accord de libre-échange entre les deux pays, recevant une réponse intéressée de Donald Trump. Ce faisant, M. Milei fait une entorse aux règles du Marché commun du Sud – Mercosur – qui prévoient que la politique commerciale des États membres soit prioritairement négociée dans le cadre du bloc plutôt que de manière bilatérale entre pays. De plus, cette nouvelle perspective interroge les partenaires de Buenos Aires tandis qu'un nouvel accord vient d'être conclu en décembre 2024 entre le Mercosur et l'Union européenne.

Pour sa part, le président équatorien, également présent à Washington le 20 janvier 2025, se représente aux élections prévues dans le pays andin le 9 février et le 13 avril 2025 (en cas de second tour). Il plaide pour une modification de la Constitution nationale permettant le rétablissement de bases militaires étrangères sur le territoire dans le cadre de la coopération sécuritaire (lutte contre le narcotrafic) qu'il souhaite mettre en place avec Washington.

À leur côté étaient également présents le président salvadorien Nayib Bukeke et Edmundo Gonzales Urrutia, « président élu » du Venezuela selon Donald Trump. En revanche, le chef d'État brésilien Luiz Inacio Lula da Silva (gauche) et son homologue mexicaine Claudia Sheinbaum (gauche) n'ont pas été invités.

Le président des États-Unis envoie un signal de ralliement aux dirigeants de la droite et de l'extrême droite latino-américaines et exprime à leur endroit un intérêt différent que lors de son premier mandat. Ces derniers peuvent l'aider dans plusieurs dossiers. Tout d'abord pour freiner la Chine : en s'alignant sur Washington en matière économique, commerciale et technologique, **en soutenant les chaînes de valeurs américaines dans les domaines énergétiques et liés aux ressources naturelles en général au détriment de la puissance rivale (et d'autres)**, en paralysant les forums d'intégration régionale latino-américains (par exemple la Communauté des États latino-américains et caraïbes – Celac) dans lesquels agit le poids des pays gouvernés par la gauche plus favorable à Pékin. Ensuite, pour certains pays, pour collaborer à la politique migratoire et antidrogue souhaitée par la nouvelle administration. Cette dernière peut également se muer en vecteur de présence sécuritaire et militaire utile pour les États-Unis dans la région face à la Chine. Enfin, pour soutenir les positions que prendra le nouveau gouvernement américain sur les pays qu'il considère être **des adversaires politiques et idéologiques (Cuba, Nicaragua, Venezuela), y compris pour leurs liens avec la Chine.**

Sur ce dernier point, les intentions précises de Donald Trump ne sont pas encore explicitées. Tout indique une orientation répressive contre eux, mais jusqu'où ? Le président américain pratiquera-t-il une nouvelle politique de la « pression maximale » au Venezuela, comme pourrait le laisser entrevoir sa décision de reconnaître M. Gonzales Urrutia « président élu » du

pays ? Et d'étouffement de Cuba, comme pourrait le laisser penser sa décision de réinscrire immédiatement le pays sur la liste noire des pays soutenant le terrorisme dès sa prise de fonction, dont il avait été retiré par Joe Biden le 14 janvier 2025 ? Au risque d'entrer dans des logiques d'engrenages incontrôlés ? Sur ces questions, son équipe est favorable à la politique de l'affrontement, et ses membres les plus influents, comme Marco Rubio, considèrent qu'il convient d'en finir en même temps avec ces deux pays dont ils lient le sort pour des raisons politiques et idéologiques. Mais le nouveau président souhaite-t-il négocier, notamment avec Caracas, comme pourrait le laisser penser la feuille de route de son nouvel « émissaire pour les missions spéciales » Richard Grenell ?

© IRIS - Tous droits réservés

L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, *via* son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale. L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, l'organisation d'évènements et la formation.



www.iris-france.org
Twitter : @InstitutIRIS - Facebook : InstitutIRIS - Instagram : institut_iris
2 bis rue Mercœur - 75011 PARIS / France - Tél : + 33 (0) 1 53 27 60 60

Pour un monde en commun

L'Agence française de développement (AFD) met en œuvre la politique de la France en matière de développement et de solidarité internationale. À travers ses activités de financement du secteur public et des ONG, ses travaux et publications de recherche (Éditions AFD), de formation sur le développement durable (Campus AFD) et de sensibilisation en France, elle finance, accompagne et accélère les transitions vers un monde plus juste et résilient.

Nous construisons avec nos partenaires des solutions partagées, avec et pour les populations du Sud. Nos équipes sont engagées dans plus de 4 000 projets sur le terrain, dans les Outre-mer, dans 115 pays et dans les territoires en crise, pour les biens communs – le climat, la biodiversité, la paix, l'égalité femmes-hommes, l'éducation ou encore la santé. Nous contribuons ainsi à l'engagement de la France et des Français en faveur des Objectifs de développement durable (ODD). Pour un monde en commun.



www.afd.fr
Twitter : @AFD_France - Facebook : AFDOfficiel - Instagram : afd_france
5, rue Roland-Barthes -75598 Paris cedex 12 -France - Tél. : +33 1 53 44 31 31